

Encouragé par la reconnaissance, par ses partenaires du Sommet, de la nécessité de libéraliser le commerce des produits agricoles, le Canada a joué un rôle important dans la création, en 1986, du « Groupe de Cairns », qui réunit des exportateurs de pays agricoles, tant développés qu'en développement, partageant la même optique. Le Groupe préconise la réforme du commerce des produits agricoles, entre autres, dans le cadre de l'Uruguay Round.

Les déclarations successives émises à l'issue des Sommets ont, en grande partie à l'initiative du Canada, préconisé une aide spéciale aux pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne. Des progrès considérables ont été accomplis en ce sens :

- accroissement des ressources de la Facilité d'ajustement structurel du FMI (qui accorde des crédits à des conditions de faveur aux pays les plus pauvres qui souhaitent mettre en œuvre une réforme de leurs politiques économiques);
- renforcement de l'organe de la Banque mondiale qui accorde des prêts à des conditions de faveur aux pays les plus démunis (l'Association internationale de développement); et
- accord sur une large approche des problèmes d'endettement des pays en développement.

Donnant suite à ces engagements, le Canada a annoncé, lors des récents sommets du Commonwealth et de la Francophonie, qu'il remettrait la dette relevant de l'aide publique au développement (APD) de 13 pays d'Afrique subsaharienne qui figurent parmi les pays les plus pauvres du monde.

LE SOMMET DE TORONTO

Le Sommet « canadien » de cette année se tiendra littéralement à l'ombre de la Tour CN, au Palais des Congrès du Toronto métropolitain. En plus des délégations officielles, le Canada attend quelque 4 000 représentants des médias tant nationaux qu'internationaux, qui assisteront au Sommet et lui donneront une diffusion mondiale. Pendant deux jours et demi, au mois de juin, Toronto sera donc le point de mire du monde entier.